CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS

ARRÊT

n° 20.686 du 18 décembre 2008
dans l'affaire x

En cause : x

Ayant élu domicile chez : x

Contre :

le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides

LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS,

Vu la requête introduite le 11 août 2008 par x, qui déclare être de nationalité turque, contre la décision (08/11186) du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides prise le 28 juillet 2008 ;

Vu l'article 51/4 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers ;

Vu le dossier administratif ;

Vu la note d'observation ;

Vu l'ordonnance du 16 octobre 2008 convoquant les parties à l'audience du 18 novembre 2008 ;

Entendu, en son rapport, M. , ;

Entendu, en observations, la partie requérante par Me G. NKIEMENE, , et M. A. ALFATLI, attaché, qui comparaît pour la partie défenderesse ;

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. L'acte attaqué

1.1. Le recours est dirigé contre une décision de refus de reconnaissance de la qualité de réfugié et de refus d'octroi de la protection subsidiaire qui est motivée comme suit :

« A. Faits invoqués

Selon vos dernières déclarations, vous seriez de nationalité turque, d'origine kurde alévie et sympathisant du MLKP (Marksist Leninist Komünist Parti).

À l'appui de votre demande d'asile, vous avez invoqué les faits suivants.

En 2001, vous vous seriez rendu en Allemagne où vous auriez introduit une demande d'asile. Après la clôture négative de la procédure, vous auriez regagné seul et clandestinement votre pays début 2002. Arrivé en Turquie, vous auriez vécu pendant trois mois à Istanbul puis vous vous seriez rendu chez vos parents à Malatya où vous auriez résidé jusqu'à la fin de l'année 2005.

En février 2003, arrêté avec un ami prénommé [M.] alors que vous distribuiez des journaux, des revues et des tracts du MLKP, vous auriez été détenu pendant une semaine au commissariat de police de Malatya.

En avril 2004, alors que vous vous rendiez au village de Harnusa où habitaient vos parents, vous auriez été arrêté en possession de revues et de journaux que vous souhaitiez y distribuer. Emmené à la gendarmerie de Körecik, vous auriez été détenu pendant dix jours.

En juin 2005, vous auriez été une nouvelle fois arrêté par la police de Pasaköskü alors que vous distribuiez des publications de votre parti, mais vous auriez été relâché après une semaine de détention.

En avril 2006, le MLKP aurait préparé des tracts afin d'organiser un rassemblement le 1er mai sur la place Taksim, un endroit où les autorités avaient interdit tout rassemblement. Vous auriez été arrêté à Mecidiye Köy alors que vous distribuiez ces tracts. Vous auriez été conduit au commissariat, et lorsque vous auriez comparu devant la Cour d'assise de Sisli, une semaine plus tard, le juge aurait décidé de vous relaxer.

En avril 2007, vous auriez à nouveau été arrêté alors que vous distribuiez des tracts relatifs à un rassemblement sur la place Taksim.

Le 17 juin 2007, deux de vos amis auraient été interpellés alors qu'ils distribuaient des tracts et des revues du MLKP. Lors des interrogatoires, ces deux amis vous auraient dénoncé et auraient décrit votre maison. Les policiers auraient effectué le même jour une descente chez vous en votre absence, et auraient mis la main sur des publications et du matériel appartenant au MLKP. Prenant peur, vous auriez décidé de quitter la Turquie.

Le 16 janvier 2008, vous auriez quitté votre pays clandestinement à destination de la Belgique.

B. Motivation

Force est cependant de constater que vous n'êtes pas parvenu à établir de façon crédible qu'il existe, en ce qui vous concerne, de sérieuses indications de crainte fondée de persécution au sens de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 ou un risque réel de subir les atteintes graves visées dans la définition de la protection subsidiaire.

En effet, il convient tout d'abord de relever que l'analyse de vos déclarations faites dans le cadre de votre audition au Commissariat général a permis de relever d'importantes contradictions et imprécisions.

Ainsi tout d'abord, vous avez déclaré dans un premier temps (cf. p. 7 du rapport d'audition au Commissariat général) avoir subi une seule garde à vue à Istanbul, à savoir en avril 2006. Or, ultérieurement (cf. p. 9 *ibidem*), vous avez affirmé y avoir également été placé en garde à vue, pendant une semaine, en avril 2007. Confronté à cette incohérence (*ibidem*), vous avez nié avoir parlé d'une seule arrestation à Istanbul.

De même, au cours de votre audition au Commissariat général (cf. p. 5), vous avez affirmé qu'entre 2001 et 2005, vous aviez été arrêté trois fois à savoir, en février 2003, en mai ou en juin 2004 et en avril 2005; et précisé avoir été arrêté en 2004 par les gendarmes et en 2003 et 2005 par les policiers. Or, ultérieurement (cf. p. 6 *ibidem*), vous avez prétendu que votre deuxième garde à vue datait du mois d'avril 2004 et que la suivante datait du mois de juin 2005. Mis face à cette contradiction (cf. p. 7 *ibidem*), vous avez déclaré avoir été arrêté par les gendarmes en mai ou juin 2004 et en avril 2005.

En outre, entendu au Commissariat général, vous avez certifié avoir été, à plusieurs reprises, placé en garde à vue durant une semaine ou 10 jours, à cause de la distributions de publications du MLKP. Néanmoins, concernant vos deux amis – arrêtés le 17 juin 2007 alors qu'ils distribuaient des publications du MLKP –, vous avez spécifié qu'ils se trouvaient toujours en prison lorsque vous aviez quitté la Turquie en janvier 2008. Interrogé sur la raison de cette longue détention alors que vos gardes à vue n'avaient jamais dépassé les 10 jours (cf. p. 8 *ibidem*), vous avez prétendu que vos amis étaient emprisonnés à cause du matériel que les policiers avaient trouvé dans votre appartement lors de la perquisition. Or, cette explication n'est pas convaincante car vous avez soutenu que vos amis avaient dit aux policiers que ce matériel vous appartenait (*ibidem*).

De surcroît, il est plus qu'étonnant que les tribunaux devant lesquels vous aviez comparu aient décidé de vous libérer, alors que vous étiez accusé de distribution et de vente de publications interdites d'un parti d'extrême gauche.

D'autre part, vous vous prétendez dans le collimateur de vos autorités nationales. Cependant, le fait que vous soyez recherché ne repose que sur vos seules affirmations. Vous n'avez pas été en mesure d'apporter le moindre élément concret permettant d'étayer un tant soit peu vos déclarations à ce sujet.

Ainsi, je relève que vous n'avez pas versé à votre dossier un quelconque document établissant la réalité des faits personnels invoqués à la base de votre demande d'asile (à savoir par exemple, un document concernant vos gardes à vue, un document relatif à votre activisme au sein du MLKP, un document faisant état d'éventuelles poursuites de la part des autorités à votre égard, des preuves concernant l'arrestation de vos deux amis en 2007, un avis de recherche ou un éventuel mandat d'arrêt), ce que l'on pouvait raisonnablement attendre de votre part.

Cette absence du moindre document probant concernant des faits aussi importants selon vos dires, permet de remettre en cause l'existence même de votre crainte par rapport aux autorités turques.

De plus, il importe de noter que selon vos déclarations au Commissariat général (cf. p. 3), vous seriez arrivé en Belgique le 20 janvier 2008, et avez introduit votre demande d'asile le 20 février 2008, soit un mois après votre arrivée sur le territoire belge. Un tel laps de temps entre votre arrivée sur le territoire belge et l'introduction de votre demande d'asile relève d'un comportement incompatible avec l'existence dans votre chef d'une crainte actuelle et fondée de persécution au sens de la Convention de Genève du 28 juillet 1951. Interrogé à ce sujet (cf. p. 3 *ibidem*), vous avez été incapable de fournir une réponse convaincante, vous bornant à dire que vous ne connaissiez personne en Belgique.

Il importe également de noter que selon vos déclarations au Commissariat général (cf. pp. 3 et 9), vous aviez introduit une demande d'asile en Allemagne en 2001, et qu'après la clôture négative de la procédure, vous auriez regagné la Turquie début 2002. Vous avez, en outre, certifié avoir déclaré auprès des autorités allemandes que vous aviez été arrêté et emprisonné pendant trois mois à cause de la distribution de journaux, revues et tracts du MLKP, et avoir fui votre pays lorsque les autorités turques se seraient mises à votre recherche après avoir été dénoncé par un ami prénommé [C.]. Cependant, nonobstant votre retour volontaire en Turquie – après votre demande d'asile infructueuse en Allemagne –, il nous semble peu crédible que vous n'ayez aucunement été inquiété par les autorités turques en raison de cette affaire (cf. p. 9 *ibidem*).

Par ailleurs, relevons que vous êtes originaire de la ville d'Istanbul. Or, il ressort d'une analyse de la situation dans l'ouest de la Turquie qu'à l'heure actuelle, il n'existe pas, dans cette partie du pays, une situation de conflit armé et, par conséquent, il n'existe dès lors pas de risque réel d'atteinte grave au sens de l'article 48/4, § 2, c) de la Loi sur les étrangers.

Enfin, le document que vous avez versé au dossier à l'appui de votre demande d'asile (à savoir, une carte d'identité) n'apporte aucun éclairage particulier à votre dossier car votre identité n'a pas été mise en cause par la présente décision.

C. Conclusion

Sur base des éléments figurant dans votre dossier, je constate que vous ne pouvez pas être reconnu(e) comme réfugié(e) au sens de l'article 48/3 de la loi sur les étrangers. Vous n'entrez pas non plus en considération pour le statut de protection subsidiaire au sens de l'article 48/4 de la loi sur les étrangers.»

2. La requête

1. La partie requérante, dans sa requête introductive d'instance, confirme pour l'essentiel l'exposé des faits figurant dans la décision entreprise.
2. Elle invoque la violation de l'article 1 A 2) de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 et de son protocole additionnel du 31 janvier 1967 relatifs au statut des réfugiés, des articles 48/1, 48/2, 48/3, 48/4, 48/5 et 62 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après « la loi »), et des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs. Elle invoque également l'erreur manifeste d'appréciation, la violation des principes généraux du droit et de bonne administration, du principe du raisonnable, du principe général selon lequel l'autorité administrative est tenue de statuer en prenant connaissance de tous les éléments de la cause.
3. Elle conteste en substance la pertinence des motifs de la décision entreprise au regard des circonstances particulières de la cause.
4. Elle rappelle que le bénéfice du doute doit profiter au demandeur d'asile.
5. Elle présente la crainte du requérant comme « une crainte de persécution liée à son appartenance au mouvement MLKP et groupe social des Kurdes alevi de Turquie ».
6. Elle sollicite la réformation de la décision entreprise. Elle postule de reconnaître au requérant le statut de réfugié ou, s'il échec celui de protection subsidiaire.

3. L'examen de la demande sous l'angle de l'article 48/3 de la loi

1. L'article 48/3 de la loi en son paragraphe premier est libellé comme suit : « *Le statut de réfugié est accordé à l'étranger qui satisfait aux conditions prévues par l'article 1^{er} de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés, modifiée par le protocole de New York du 31 janvier 1967 [ci-après dénommée « convention de Genève »]* ». Ledit article 1^{er} de la Convention de Genève précise que le terme « réfugié » s'applique à toute personne « *qui craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays* ».
2. La décision attaquée rejette la demande après avoir jugé que les faits allégués ne sont pas établis, le récit de la partie requérante manquant de crédibilité aux yeux du Commissaire général qui relève des contradictions et imprécisions qualifiées d'importantes. La décision y ajoute l'absence de production d'élément(s) concret(s) susceptible(s) d'étayer les déclarations du requérant, le laps de temps mis par ce dernier entre son arrivée en Belgique et l'introduction de sa demande d'asile. Le fait que le requérant n'ait pas été inquiété par les autorités turques lors de son retour en

Turquie après le refus de la reconnaissance de la qualité de réfugié par l'Allemagne est également mis en évidence. Enfin, le Commissaire général relève l'inexistence, à l'Ouest de la Turquie (et en l'occurrence à Istanbul, lieu de résidence du requérant), de risque réel d'atteinte grave au sens de l'article 48/4, §2, c) de la loi.

3. La requête introductive d'instance porte en une première branche, une explication de la présence de contradictions et d'imprécisions par le long laps de temps écoulé et par l'ancienneté des faits. Elle souligne la simple qualité de sympathisant du requérant, dès lors incapable de répondre à tous les détails concernant la structure et l'organisation du MLKP. En une seconde branche, elle rejette le grief relatif à la trop longue durée de détention des amis du requérant, l'expliquant par le fait que ce sont ces personnes qui aient été trouvées en possession de matériel, et non le requérant. Elle avance l'impossibilité de se procurer des preuves de nature à éclairer les déclarations du requérant, de par la structure clandestine et anonyme du MLKP et de ses membres. Elle précise que le requérant n'est pas originaire d'Istanbul, mais bien du Sud-est de la Turquie où le climat politique est très tendu.
4. Dans sa note d'observation, la partie défenderesse rejette les moyens développés en termes de requête et appuie les motifs de sa décision. Elle constate aussi que les quatrième et huitième motifs, n'étant pas contestés en termes de requête, doivent être considérés comme établis.
5. Le Conseil du contentieux des étrangers (ci-après « le Conseil ») se réfère au contenu de la décision attaquée, dont les motifs relatifs à l'existence de contradictions et d'imprécisions parmi les déclarations du requérant et à l'absence d'élément concret établissant les persécutions invoquées sont établis à la lecture du dossier administratif et pertinents. Il relève en particulier la pertinence des motifs de l'acte attaqué relatifs au nombre et aux circonstances des gardes à vue et autres arrestations alléguées. Il considère que l'évocation en termes de requête de l'ancienneté des faits ne peut expliquer lesdites contradictions et imprécisions.
6. Quant au grief relatif à l'absence de production du moindre élément de preuve, le Conseil rappelle que le principe général de droit selon lequel « la charge de la preuve incombe au demandeur » trouve à s'appliquer à l'examen des demandes d'asile (HCR, Guide des procédures et critères pour déterminer le statut de réfugié, Genève, 1979, p.51, §196). Si, certes, la notion de preuve doit s'interpréter avec souplesse dans cette matière, il n'en reste pas moins que c'est au demandeur qu'il incombe de convaincre l'autorité qu'il remplit effectivement les conditions pour bénéficier du statut qu'il revendique. Le Conseil ne peut faire sienne l'argumentation de la partie requérante qui évoque le caractère clandestin du mouvement dont le requérant se dit sympathisant et affirme sans développement particulier que les déclarations du requérant peuvent parfaitement être vérifiées au regard de la situation politique en Turquie. En effet, l'absence d'élément de preuve retenue par la partie défenderesse dans l'acte attaqué ne portait pas que sur le mouvement politique précité mais était soulevée dans un cadre beaucoup plus large. De plus, une telle exigence en matière de production d'élément de preuve n'a rien de déraisonnable eu égard à la présence en Europe de membres de famille proches du requérant et de multiples observateurs critiques de la situation générale en Turquie.
7. Par les motifs ci-dessus mentionnés, la partie défenderesse a clairement exposé les raisons pour lesquelles le requérant ne l'a pas convaincue qu'il craint avec raison d'être persécuté ou qu'il existe de sérieux motifs de croire qu'il encourrait un risque réel de subir des atteintes graves s'il était renvoyé dans son pays d'origine. Les motifs de l'acte attaqué évoqués ci-dessus suffisent à eux seuls à le motiver.
8. Le Conseil note également, pour autant que de besoin, qu'il ressort des déclarations

du requérant à l'audience qu'il a personnellement cessé toute activité de type politique depuis son arrivée sur le territoire belge.

9. Enfin, le requérant verse à l'audience une « attestation de suivi » datée du 17 novembre 2008, émanant d'une ASBL belge, et établissant l'existence d'un suivi psychologique à son égard à partir de fin mars 2008.

Le Conseil rappelle qu'aux termes de l'article 39/76, §1er, alinéa 3, de la loi du 15 décembre 1980, il « *peut, en vue d'une bonne administration de la justice, décider de tenir compte de tout nouvel élément qui est porté à sa connaissance par les parties, en ce compris leurs déclarations à l'audience, aux conditions cumulatives que :*

1° ces éléments trouvent un fondement dans le dossier de procédure ;

2° qu'ils soient de nature à démontrer d'une manière certaine le caractère fondé ou non fondé du recours ;

3° la partie explique d'une manière plausible le fait de ne pas avoir communiqué ces nouveaux éléments dans une phase antérieure de la procédure ».

En l'espèce, le Conseil considère que cette attestation, au vu de son contenu se limitant à constater l'existence d'un suivi psychologique, sans autre développement, ne démontre pas d'une manière certaine le caractère fondé ou non fondé du recours. Ainsi, le Conseil décide de ne pas tenir compte de ce nouvel élément et de l'écarter des débats.

10. Le Conseil estime qu'il est en conséquence impossible d'établir le bien fondé des craintes alléguées par le requérant et que les motifs, développés par la partie défenderesse et non valablement contestés, suffisent à motiver l'acte attaqué sans qu'une violation des dispositions légales visées au moyen ou une erreur manifeste d'appréciation puisse être reprochée à la partie défenderesse.
11. En conséquence, la partie requérante n'établit pas qu'elle a quitté son pays ou qu'elle en reste éloignée par crainte au sens de l'article 1er, section A, paragraphe 2 de la Convention de Genève.

4. L'examen de la demande sous l'angle de l'article 48/4 de la loi

- 4.1. L'article 48/4 de la loi énonce que le « *statut de protection subsidiaire est accordé à l'étranger qui ne peut être considéré comme un réfugié et qui ne peut bénéficier de l'article 9 ter, et à l'égard duquel il y a de sérieux motifs de croire que, s'il était renvoyé dans son pays d'origine (...), il encourrait un risque réel de subir des atteintes graves visées au § 2 [...] ».* Selon le paragraphe 2 de l'article 48/4 de la loi, « *sont considérés comme atteintes graves :*

a) la peine de mort ou l'exécution ; ou

b) la torture ou les traitements ou sanctions inhumains ou dégradants du demandeur dans son pays d'origine ; ou

c) les menaces graves contre la vie ou la personne d'un civil en raison d'une violence aveugle en cas de conflit armé interne ou international ».

2. La partie requérante, en termes de requête, mentionne que le requérant n'est pas originaire de la ville d'Istanbul. Toutefois, le Conseil observe qu'il ressort des déclarations consignées au dossier administratif que le requérant avait mentionné être domicilié dans cette ville ; c'est donc logiquement que l'acte attaqué s'est prononcé quant à un retour éventuel du requérant dans cette région.

3. A titre d'élément ou circonstance indiquant qu'il existe de sérieux motifs de croire que le requérant serait exposé, en cas de retour dans son pays d'origine, à un risque réel d'y subir des atteintes graves au sens de l'article 48/4, §2, a), b) ou c) de la loi, la partie requérante sollicite, sans le développer, le bénéfice du statut de protection subsidiaire sur la base des faits invoqués à l'appui de sa demande de reconnaissance de la qualité de réfugié, laquelle a été jugée *supra* dépourvue de toute crédibilité.
4. Le Conseil n'aperçoit, ni dans la requête, ni dans le dossier administratif, d'élément permettant de conclure qu'il y a de sérieux motifs de croire que, s'il était renvoyé dans son pays d'origine, le requérant encourrait un risque réel de subir des atteintes graves. Dès lors que les faits allégués à la base de la demande d'asile ne sont pas tenus pour crédibles, il n'existe, en effet, pas de « *sérieux motifs de croire* » que le requérant « *encourrait un risque réel* » de subir « *la peine de mort ou l'exécution* » ou « *la torture ou les traitements ou sanctions inhumains ou dégradants du demandeur dans son pays d'origine* » au sens de l'article 48/4, §2, a) et b) de la loi.
5. Enfin, la partie requérante ne soutient pas que la situation en Turquie correspondrait, actuellement, à un contexte de conflit armé interne ou international au sens de l'article 48/4, §2, c) de la loi, en sorte que cette partie de la disposition ne trouve pas à s'appliquer.
6. En conséquence, il n'y a pas lieu d'octroyer la protection subsidiaire à la partie requérante.

**PAR CES MOTIFS,
LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :**

Article 1^{er}

La qualité de réfugié n'est pas reconnue à la partie requérante.

Article 2

Le statut de protection subsidiaire n'est pas accordé à la partie requérante.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique de la chambre, le dix-huit décembre deux mille huit par :

’,

I. CAMBIER,

Le Greffier,

I. CAMBIER

Le Président,